

Ça y est, nous y sommes ! C'est la quasi disparition des CAPD. Nos dirigeants actuels ont réussi là où d'autres avaient reculé. L'objectif affiché est de permettre un lien direct entre l'enseignant et son administration. Dit comme ça, on pourrait l'entendre mais dans les faits, c'est un sens unique et cela à tous les échelons.

Notre ministre fait du direct... à la radio et à la télévision. Il annonce des mesures, des décisions, des protocoles, charge aux autres de faire avec, de s'adapter, même si cela semble déconnecté de la réalité. Chaque étage est touché, et apprend, comme le grand public ce que notre ministre a eu comme nouvelles idées. Cela tombe, d'en haut, sans filtre ni amorti.

Le mouvement, c'est du direct aussi, dorénavant sans les représentants des personnels. Des erreurs, il y en aura pour deux raisons : la première, c'est que l'erreur est humaine, la deuxième c'est que vous vous privez des connaissances des représentants du personnel et de leur regard différent. Chaque année, nous corrigions, amenions de la transparence à un mouvement qui désormais devient opaque. Une nouvelle fois, « faire vivre l'intelligence collective » est affiché, la réalité est tout autre.

Que constatons-nous ?

Les collègues sont mutés sans qu'ils puissent vérifier que tout s'est bien passé. Dans les écoles, les équipes attendent de savoir qui va les rejoindre, comment vont s'organiser les fractionnés. A deux jours de la fin de la classe, c'est inconcevable. Nous constatons aussi un nombre considérable d'appels à candidature sur les postes de conseillers pédagogique et pourtant les alertes des collègues concernés et nos remontées en commission n'ont pas manqué.

Sur l'avancement, cette année encore, grâce à nos remontées, des erreurs ont été corrigées et le seront peut-être.

Grave pour nous ? Assurément, mais surtout pour nos collègues qui veulent de la transparence et des réponses aux questions légitimes qu'ils se posent. Grave aussi pour notre administration qui, sous couvert de confiance, développe une défiance chez nos collègues. Le lien se distend, l'image d'une administration déconnectée prend de l'ampleur. Les incompréhensions fleurissent avec dernièrement ce stage des nouveaux directeurs annoncé la veille pour le lendemain dans une période déjà chargée pour la direction. On nous annonce le projet de diminuer le nombre de jours de garde pour enfant malade. Une collègue nous a parlé de maltraitance, notamment pour les directeurs. Le populisme a un vivier qui lui tend la main. Comment peut-on en arriver là quand chacun a pu voir l'investissement des collègues dans cette crise et constater la place essentielle des enseignants dans notre société ? Nous souhaitons des progrès quand d'autres se contentent d'avancer, en marchant, mais surtout au pas de charge !